

Orsay le 24 novembre 2025

Monsieur le Maire d'ORSAY, Madame la Directrice Générale des Services,

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement est confronté à une contestation sociale d'ampleur. Dans les entreprises, les services publics, les lycées et les universités, les salarié·e-s, les jeunes et les retraité-e-s se sont massivement mobilisé-e-s contre la réforme des retraites et les politiques d'austérité qui frappent le monde du travail. C'est cette mobilisation, déterminée et majoritaire dans le pays, qui a contraint Emmanuel Macron et son gouvernement à annoncer une suspension de la réforme des retraites.

Le gouvernement privilégie une économie de guerre au détriment des besoins et de l'intérêt général. Cette configuration budgétaire implique des mesures d'austérité à l'encontre des travailleuses et des travailleurs qui engendrent une augmentation des inégalités sociales, la destruction des services publics et de la sécurité sociale.

Nous ne l'acceptons pas! Les fonctionnaires ne sont pas une variable d'ajustements budgétaires!

Les agent-e-s de la Fonction Publique Territoriale sont malmené-e-s et aspirent à être considéré-e-s et à avoir des conditions de travail dignes.

Nous alertons, notamment depuis la mise en œuvre de la loi dite de transformation de la Fonction Publique, sur la baisse constante du pouvoir d'achat, la perte d'attractivité, les départs d'agent-e-s et la contractualisation massive d'agent-e-s.

Les ressources financières existent et doivent être mobilisées pour combler le déficit public, notamment par :

- •Les 211 milliards d'euros d'aides publiques octroyées aux entreprises, sans aucune condition, contrôle ou suivi sur l'emploi ;
- •Les dividendes record versés aux actionnaires, souvent au moment même des licenciements ou délocalisations, échappant à toute contribution réelle ;
- •L'application de la taxe Zucman concernant le patrimoine des 1 800 familles les plus riches, qui doit être pleinement mise en œuvre.

Ce qui est aujourd'hui vital, c'est bel et bien de répondre aux besoins des usager· e-s par le renforcement des services publics territoriaux et de prioriser l'amélioration des conditions de travail et salariales de millions d'agent· e-s invisibilisé· e-s dans les discours et les décisions, et qui pourtant permettent de faire fonctionner notre pays.

N'en déplaise à celles et ceux qui gouvernent, une autre appropriation des richesses est possible, nous ne lâcherons rien. Alors nous rappelons au gouvernement les revendications qui sont les nôtres.

Le Syndicat CGT Territoriaux d'Orsay, à travers la Fédération CGT des Services Publics revendique :

- •Une revalorisation immédiate et significative du point d'indice pour l'ensemble des agent· e-s territoriaux-les, en portant sa valeur à 6 € ;
- •Une revalorisation générale des salaires, des régimes indemnitaires et des pensions de retraites ;
- •L'égalité salariale qui permettrait l'entrée de 6 milliards d'euros de cotisations salariales pour notre système de protection sociale afin de le conserver, voire de le renforcer ;
- •L'abrogation de la loi du 6 août 2019, dite de transformation de la Fonction publique, et celle de la contre-réforme des retraites pour un retour à l'âge de départ à la retraite à 60 ans ;
- •Le déblocage des avancements de grade et promotions internes pour tous les agent· e-s dès qu'ils remplissent les conditions ;
- •La refonte des grilles de rémunération devant permettre un réel déroulement de carrière ;
- •La création de postes et la lutte contre la précarisation par la titularisation des agent· e-s contractuel-le-s s et des personnes porteuses de handicap ;
- •L'arrêt des saignées sur les dotations globales de financement des collectivités locales afin de garantir une réponse aux besoins de la population via des services publics de proximité dotés de personnels ;
- •Le maintien de la rémunération à 100 % lors des arrêts maladie et la suppression du jour de carence
- •La suspension des licenciements pour inaptitude physique et déclassements injustifiés.

C'est pourquoi le Syndicat CGT Territoriaux d'Orsay prend ses responsabilités en déposant un préavis de grève pour le 2 décembre 2025 de 00H à 24H.

Nous appelons l'ensemble des professionnel·le·s à se mobiliser à nos côtés et nous restons disponibles pour toute ouverture de négociations sur nos revendications. Dans cette attente, nous vous adressons, Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, nos sincères salutations.

Pour le syndicat CGT Territoriaux Mairie et CCAS

Didier MARIEN Secrétaire général